



Présidence :
Pascal Mahon
t 076 249 19 44,
pascal.mahon@unine.ch

Coordination et communication :
Camille Guittard
Service de l'information et de la
communication,
Rue de l'Hôpital 2, 2800 Delémont
t 032 420 50 44, camille.guittard@jura.ch

Secrétariat :
Rubén Rodríguez Alborés
Service du développement territorial,
Rue du 24 septembre 2, 2800 Delémont
t 032 420 60 22,
ruben.rodriguezalbores@jura.ch

Suivi du projet :
Sylvain Rigaud
Service de l'énergie,
Rue du 24-Septembre 2, 2800 Delémont
t 032 420 53 22,
sylvain.rigaud@jura.ch

Procès-verbal

SÉANCE 14 (4/2024)

Date : Jeudi 12 septembre 2024
Lieu : Aula de l'école primaire de Bassecourt
Heure : De 16h45 à 19h40

Présidence et bureau

Camille Guittard	CGU	SIC/CSI, bureau
Pascal Mahon	PMA	CSI, président
Sylvain Rigaud	SRI	SDT/CSI, bureau

Membres ou suppléant.e.s

Céline Barrelet	CBA	WWF Jura, membre
Pierre Brulhart	PBR	SDT, membre représentant RCJU
Fabien Christe	FCH	Geo-Energie Suisse, suppléant
Eric Dobler	EDO	Conseil communal de Haute-Sorne, membre
Jacques Favre	JFA	Conseil communal de Boécourt, membre
Jean Fernex	JFE	ENV, suppléant représentant RCJU
Alain Girardin	AGI	Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne, membre
Denis Jeannerat	DJE	Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne, membre
Michel Lando	MLA	Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne, membre
Thierry Lombard	TLO	Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne, membre
Nicole Lupi	NLU	OFEN, membre
Patrick Riat	PRI	FER-Arcju, membre
Vincent Seuret	VSE	Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne, membre
Gérard Struchen	GST	Association Géothermie Jura, membre
Christophe Wermeille	CWE	Conseil communal de Saulcy, membre
Massimo Zappala	MZA	Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne, membre
Olivier Zingg	OZI	Geo-Energie Suisse, membre

Excusé.e.s

Marie-Hélène Brandon	MHB	AJPF, membre
Pierre-Alain Berret	PAB	CCIJ, membre
Olivier Chèvre	OCH	Conseil communal de Haute-Sorne, membre
Vincent Gigandet	VGI	FER-Arcju, suppléant
Marc Kury	MKU	AgriJura, membre
Peter Meier	PME	Geo-Energie Suisse, membre

Absent.e.s

Michel Kiener	MKI	Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne, membre
---------------	-----	---

Procès-verbal

1. Accueil et approbation de l'ordre du jour

PMA ouvre la quatorzième séance de la CSI en souhaitant la bienvenue à toutes les personnes prenant part à cette quatrième rencontre de l'année 2024 et annonce les personnes excusées (cf. page précédente).

Pour rappel, l'ordre du jour, accompagné de ses différentes annexes, a été transmis le 2 septembre dernier. Est-ce qu'il appelle des remarques ou des demandes de modifications ? Cela n'étant pas le cas, il est approuvé tel que proposé par le bureau de la CSI.

2. Adoption du procès-verbal de la séance du 18 juin 2024

Décision :

- **Le procès-verbal de la séance du 18 juin 2024 est approuvé à l'unanimité avec remerciements à son auteure. Il fera l'objet d'une publication sur le site Internet de la CSI.**

3. Informations & débriefing de la séance du 18 juin 2024

PMA communique les informations de la présidence et du bureau.

Composition de la CSI

La composition de la CSI a connu quelques changements récents : M. Jacques Favre représente désormais le Conseil communal de Boécourt ; le suppléant de Mme Nicole Lupi, pour l'OFEN, est dorénavant M. Pierre Christe. Le président souhaite la bienvenue aux nouveaux membres et remercie leurs prédécesseurs.

Lors de la séance du 18 juin, MLA avait déploré l'absence régulière de MKI en tant que représentant des citoyennes et citoyens de Haute-Sorne. Comme convenu, MKI a été contacté par PMA durant l'été pour savoir s'il envisageait de participer davantage à la CSI dans le futur. A ce jour, PMA n'a reçu aucune réponse. Il appartient désormais au Conseil général de la Commune de décider ce qu'il entend faire.

PMA rappelle également que la question de la suppléance pour les membres qui n'en ont pas est toujours ouverte.

Décès au sein du groupe d'experts indépendants

Mme Juliette Lamarche, géologue de l'Université d'Aix-Marseille, membre du groupe d'experts indépendants qui accompagne le projet, est décédée le 2 septembre, lors d'un accident privé dans le cadre d'une mission de terrain à Natal au Brésil, pour un autre projet.

Évènements sur le site de forage et dans son voisinage

Un troisième « Camping sur fracking » s'est installé durant une semaine en août sur la parcelle voisine du site de forage, sans provoquer d'incidents particuliers.

Geo-Energie Suisse et Geo-Energie Jura ont organisé le 28 août, une manifestation marquant la fin de des travaux de forage, lors de laquelle étaient présents, notamment, le ministre David Eray, des représentantes et représentants de la Confédération (OFEN), le président du Comité de patronage, M. Olivier Français, ainsi que d'autres personnalités.

Mesures du débit du Tabeillon

Les mesures du débit du Tabeillon pour les mois de mai, juin et juillet ont été communiquées par courriel aux membres de la CSI, le 2 septembre dernier. Les débits moyens du Tabeillon sont respectivement de 0,63 m³/seconde en mai, 0,51 m³/seconde en juin et 0,38 m³/seconde en juillet 2024.

Nouvelles pages sur le site Internet de Geo-Energie Jura

Durant les travaux, Geo-Energie Jura a publié sur son site Internet de nouvelles pages, donnant des détails sur [l'état des travaux en cours](#), l'existence d'une [hotline pour d'éventuelles réclamations](#), l'ouverture du pavillon d'information et les possibilités de [visites sur site](#).

Depuis la fin des travaux de forage, celles-ci ont évolué. La page dédiée à donner des nouvelles quant aux travaux en cours et à venir sont désormais présentées [ici](#). La hotline téléphonique qui était mise à disposition durant les travaux de forage n'est plus disponible, laissant uniquement place au formulaire de contact. En termes de visites du site, les visites spontanées du mercredi et samedi ont été supprimées. Néanmoins, il est toujours possible de s'inscrire pour des visites guidées groupées.

Composition des boues de forage

La [composition des boues de forage des deux premières sections](#) du forage est présente sur le site internet de la CSI. La composition de la boue de forage pour la troisième section sera prochainement communiquée au bureau puis publiée sur le site.

Sismicité du Jura

Plusieurs séismes ont été enregistrés dans le Jura depuis la dernière séance de la CSI. La parole est donnée à SRI pour plus de précisions.

SRI : Sur le site Internet du Service sismologique Suisse (SED), j'ai relevé qu'hier (11.9.24 à 20h12) à Réclère, il y a eu un séisme de magnitude 2.6, d'une profondeur de 5 km. Un tel séisme engendrerait, dans le cadre du projet de Haute-Sorne, l'atteinte du seuil fixé par les autorités. Le SED permet aux personnes qui ressentent un séisme de remplir un formulaire d'annonce, et il n'y a apparemment eu qu'un seul habitant de Grandfontaine qui a rempli ce formulaire¹. Cela nous donne une idée de ce qui pourrait être ressenti à Haute-Sorne, si le seuil fixé par les autorités était atteint. En général, lorsqu'un séisme de magnitude 3 ou 4 a lieu, le SED reçoit des dizaines, voire des centaines de formulaires remplis par la population. Par ailleurs, durant l'été, plusieurs séismes, dont un de magnitude 1.4, ont eu lieu à proximité de Delémont. Ce sont le réseau renforcé du SED et celui de Geo-Energie qui ont permis de mettre en évidence ces séismes. Ces réseaux sont reliés et fonctionnent, ils permettent d'affiner la détection des séismes, même petits, dans la région.

OZI : Je rebondis sur cette information intéressante. Le seuil de magnitude 2.6 fixé dans le cadre de l'autorisation du projet provient de l'étude de risque. On a déterminé au moyen de modélisation que 2.6 pouvait être le seuil des premiers dégâts superficiels aux bâtiments les plus sensibles. On a toujours pensé et expliqué que ces calculs avaient été faits de manière conservative et ce genre d'évènement le confirme puisque nous sommes plutôt à la limite du ressenti qu'à la limite des dommages. Cela nous donne confiance et confirme que nos calculs comprennent une bonne marge de sécurité pour éviter tous dommages.

4. État des lieux des travaux et calendrier du projet

PMA donne la parole à OZI.

Cf. présentation PowerPoint (annexée au procès-verbal) – *slides 7 à 20*.

Avant de passer aux questions, PMA donne la parole à JFE qui souhaite compléter la partie relative aux mesures du bruit.

JFE : Cet été nous avons été souvent interpellés pour des questions relatives au bruit. Un certain nombre de mesures ont été réalisées à notre demande, avec un certain nombre d'améliorations observées sur le site de forage et sur le processus. Du point de vue du bruit, on attend encore le rapport de la dernière campagne de mesures. Au courant de l'automne, nous allons faire une synthèse de tous ces rapports pour améliorer la situation pour les éventuelles phases ultérieures. Comme l'a dit OZI, les choses se sont globalement bien passées, dans la mesure où l'on sait qu'un chantier peut provoquer des dérangements,

¹ [Lien vers le séisme mentionné, sur le site du SED](#), où à vrai dire aucune annonce n'est signalée (site consulté le 2 octobre 2024).

mais qui ici sont restés à un niveau acceptable, légalement parlant. L'important est de profiter de l'expérience de ce premier forage pour la suite des opérations. Le deuxième élément sur lequel je voulais venir, c'est le contrôle de l'isolation des différentes sections du forage avec les tubages successifs et la cimentation. Nous avons eu une séance de travail avec Geo-Energie et les géologues chargés du suivi environnemental de réalisation (SER), du suivi hydrogéologique, qui nous ont fourni un rapport la semaine passée et que nous avons validé hier. Nous avons provisoirement validé l'isolation des aquifères pour les deux premières sections de ce forage avec certaines réserves puisque des études sont encore en cours. Dernier élément sur lequel je voulais venir, on doit recevoir d'ici la mi-octobre un rapport global du SER qui va reprendre l'ensemble des domaines de l'environnement, y compris la gestion des sols durant la phase de génie civil jusqu'à la gestion et l'élimination finale des boues et résidus de forage. Ce document sera évalué, discuté et rendu public. Il pourrait être placé sur le site de la CSI.

Question n°1 :

CBA : Vous parlez d'un rapport attendu, qui confirmera la conformité de l'isolation du puits avec les couches aquifères. Je pensais que cela était déjà acté ?

JFE : Ce qui est acté c'est que l'isolation, telle qu'elle a été démontrée, permet de garantir qu'on n'a pas de risque de communication entre les aquifères et avec les eaux souterraines. Cette isolation doit tenir sur le long terme, et pour le moment on est prudent et on préfère garder des réserves. On peut dire qu'actuellement le forage ne pose aucun problème et on peut le garantir. Aucune intervention n'est à prévoir. On se laisse la possibilité de demander des mesures complémentaires dans le futur si besoin.

SRI : La première section a été traitée, la deuxième section est partiellement évaluée et les résultats de la diagraphie qui montreront si la cimentation autour du tubage de la troisième section est conforme seront prochainement acquis par l'opérateur. Les opérations de cimentation se seraient bien déroulées pour cette troisième section.

Question n°2 :

DJE : S'il devait y avoir un défaut d'étanchéité, existe-t-il un moyen pour y remédier ?

OZI : La première chose à faire est de contrôler que l'ouvrage terminé a été réalisé comme prévu et qu'il n'y a pas de problème. Deuxièmement, en phase d'exploitation, il s'agit de le maintenir et d'assurer un suivi régulier pour garantir, à travers des diagraphies, que le tubage n'est pas en train de se corroder. Puis, troisièmement, s'il devait y avoir un problème, il y a un moyen d'intervenir localement. Par exemple, s'il y avait un défaut de cimentation, si on avait un grand vide de ciment derrière le tubage, il est possible de venir ouvrir une fenêtre dans le tubage et d'injecter du ciment à cet endroit-là précisément. On peut aussi rechemiser un puits dont le tubage ne serait plus en bonnes conditions, avec un tube intérieur. Cela s'est déjà fait dans le bassin parisien. La première chose à faire est ainsi le contrôle, ensuite le suivi, puis l'entretien.

5. Le sondage : implications pour la CSI

Il est rappelé que lors de la séance du 18 juin, il avait été convenu de consacrer une partie de la séance de ce jour à une discussion autour des résultats du sondage effectué par la Commune de Haute-Sorne auprès de la population. Ces résultats ont été rendus publics le 26 août dernier. Compte tenu du débat public qui tend à se focaliser sur les questions méthodologiques et d'interprétation, il a été convenu entre PMA et le maire de Haute-Sorne, M. Eric Dobler, d'orienter la discussion sur la question de l'implication de ces résultats sur les travaux de la CSI, aussi bien pour la séance publique, que pour les travaux de la CSI de l'année à venir.

PMA donne la parole à EDO.

EDO : Cette démarche a été initiée par la Commune. C'est un instrument communal qui permet d'avoir le pouls de la population avec des éléments factuels. Il nous a été reproché de n'avoir que 35.9% de réponses. Les opposants ont changé d'opinion vis-à-vis de ce sondage, puisqu'ils disent maintenant qu'il est utile. GFS Bern dit qu'il y a une marge d'erreur de 1.2%, le résultat du sondage est fiable.

La Commune en retire que le projet est connu de la population, par le biais des médias et des risques engendrés. Un autre élément retenu de la part de la Commune, c'est que 46% des gens estiment être assez informés. Il y a néanmoins un déficit d'informations sur lequel on doit travailler ensemble au sein

de la CSI. On a aussi constaté que la marge de manœuvre pour faire évoluer les mentalités est quasiment nulle, on ne fera pas changer les avis vis-à-vis du projet. Les raisons pour lesquelles on est en faveur du projet, c'est parce qu'il faut passer à de l'énergie renouvelable, que c'est une énergie propre et que ça améliore les connaissances et la sécurité d'approvisionnement. Les raisons pour lesquelles les gens sont contre ce projet, c'est un ressenti de déni d'informations au départ et les doutes sur les bénéfices que la population peut en retirer. Ce sont ces deux pistes qui pourraient être travaillées dans le cadre de la CSI. On a ensuite demandé à la population si les questions posées dans le cadre de ce questionnaire avaient changé leur avis par rapport au projet, mais à 87%, les gens disent que non. La CSI pourrait travailler dans le but de faire évoluer les mentalités, en abordant les questions de sécurité d'approvisionnement, de stabilité des coûts et aussi en présentant des informations plus rassurantes sur les risques sismiques à court et long termes. Ces exemples concrets et forts peuvent contribuer à changer les mentalités. On a rappelé que quel que soit le résultat, le sondage n'a pas vocation à arrêter le projet, mais qu'il cherchait à savoir ce que la majorité silencieuse des citoyens de la commune pensait.

Discussion :

NLU : Ce qui me frappe, c'est le déficit d'informations, et c'est justement le travail de la CSI d'essayer de le combler. Habituellement, lors de tels sondages, comme il en existe des grands sur la géothermie, on essaie de donner des informations aux sondés et de voir ensuite si les positions changent. Ici, est-ce que les gens pensent savoir ou est-ce qu'ils connaissent réellement le projet ? Ça aurait été intéressant de demander : qu'est-ce que vous savez, voici des informations, et est-ce que vous le saviez déjà ou pas ? Ici, ça n'a pas été fait. Mais ce qui me donne quand même espoir c'est de penser qu'on a encore une mission à faire avec la CSI. On pourrait penser que 11% des gens qui n'ont pas d'avis ça pourrait sembler peu, mais je reste convaincue qu'il y a des gens qui ont pris position sur la base d'un minimum d'informations.

GST : Moi je suis surpris du fait qu'on dise qu'il n'y a pas eu d'informations. Géothermie Jura fait depuis sept ou huit ans des séances d'information dans tout le canton, avec Geo-Energie Suisse pour expliquer le projet. On a fait au moins une vingtaine de séances où on invitait toute la population pour parler du projet de Haute-Sorne. A chaque fois, il y avait 10-15 personnes qui venaient et ces personnes y trouvaient un intérêt professionnel et non pas lié au projet directement. Il faut que je parle avec mon comité pour voir que faire de ce point qui ressort du sondage. Les détracteurs ont aussi peut-être fait pression sur certaines personnes en leur demandant de ne pas répondre au sondage. Je suis convaincu de la qualité du travail de GFS Bern mais voilà ce qui ressort de l'attitude des gens qui sont contre ce projet, malheureusement.

AGI : Avec l'envoi du sondage, je pense que le constat est que la commune a pu être pertinente puisque ça cible les ménages et pas les propriétaires. Les propriétaires sont plus investis pour savoir si leur bâtiment prend de la valeur ou non. Ce n'est pas le même constat pour ma fille qui a 17 ans, qui a rempli le sondage, et qui a plus un avis lié à l'économie ou à une sensibilité par rapport à l'environnement. Il y a moins de préoccupations pour un locataire, qui ne saura pas s'il sera encore là dans quelques années. L'envoi a été fait auprès de personnes qui entendent balbutier un peu partout tout et n'importe quoi et qui se sont forgé un avis, mais qui, avec ce sondage, ont pu répondre de manière personnelle, seules face à leur ordinateur et n'étaient pas influencées comme au bistro pour faire beau face au public. Ce qui est aussi important pour les gens qui se sont préoccupés tôt du projet, comme moi, c'est de savoir ce que financièrement j'ai à gagner avec ce projet. J'ai posé plusieurs fois la question, dès le début du projet, mais il n'y a rien pour moi qui suis propriétaire et père de famille. C'est formidable d'avoir de tels projets dans la commune mais le nerf de la guerre c'est ça. La finalité à la fin du mois, dans mon porte-monnaie, je ne suis pas dédommagé pour les nuisances durant cette période transitoire. Personne n'a jamais répondu à mes requêtes. Paiera-t-on moins cher le kilowatt ? Paierons-nous moins cher les impôts ? Je veux être constructif, c'est pour ça que je suis ici. Je ne pense pas qu'il y ait un déficit d'informations mais il faut répondre aux gens sur les questions financières.

MLA : Si j'extrapole, je peux être contre la géothermie, mais si on me donne assez d'argent en retour, je suis prêt à être pour la géothermie ? J'ai du mal avec ça.

AGI : En 2013, j'ai posé plusieurs fois la question pour savoir ce que j'avais à gagner, indépendamment des qualités du projet en termes d'énergie renouvelable. Finalement, après toutes les non-réponses, le

bilan se fait et présente plus de risques de déprédations dans le terrain communal que des éléments positifs. C'est une balance. Ça ne changera rien à mon avis vis-à-vis du projet.

VSE : Je pense que c'est un levier important dont il faut tenir compte. C'est un projet important qui peut avoir des répercussions sur nos immeubles et je pense que le citoyen se serait attendu à des retombées financières. J'entends souvent ça et il me semble que le citoyen n'a pas cette information-là.

PMA : C'est une question qui peut être mise à l'ordre du jour de la CSI. Pour l'instant on entend que le projet ne cause que des désagréments mais on n'a jamais discuté de ce que le projet pourrait amener de positif.

VSE : Il y a un sentiment d'insécurité vis-à-vis du projet, dans la population. Mais aujourd'hui on a fait le forage et il ne s'est rien passé. Quand on a fait le sondage, c'était avant le démarrage des travaux de forage. Donc aujourd'hui, je pense que le rôle de la CSI est de rassurer et de parler de tout ce qui a été fait de positif. Et je pense que l'avis des gens peut changer à ce niveau-là.

SRI : La réponse à la question des retombées se trouve dans la convention qui a été signée entre Geo-Energie, la Commune et le Canton en 2015. On y trouve des informations sur les rémunérations par kilowattheure, des versements de redevances à la commune et au canton et des possibilités de valoriser la chaleur à une condition favorable à la population. Encore faut-il construire un réseau. Les réponses à vos questions se trouvent donc dans la Convention. Après, est-ce que c'est de manière satisfaisante ou pas, suffisante ou pas, est-ce qu'il y a des leviers à la CSI pour faire plus, c'est une autre question. Ces éléments existent et sont disponibles pour le public.

PRI : Vingt ans en arrière, quand on a créé le thermo réseau à Porrentruy, c'étaient les mêmes questions, et les mêmes oppositions. La plupart des opposants de l'époque sont rattachés aujourd'hui. Au niveau des prix, c'est calqué sur le prix du fioul. Il n'y a rien à y gagner, ni à y perdre. Si on arrive à trouver un delta sur la production, distribution, et facturation et que tout le monde s'y retrouve, pourquoi pas ? C'est un débat à lancer car c'est primordial. Cela ne va pas dire que si je suis gagnant économiquement, je suis pour le projet.

MLA : Je souhaite préciser ce que j'ai dit. Il fallait parler des compensations financières au niveau du canton et de la commune, en amont du projet. Est-ce que cela a été fait ou non, je ne sais pas. Mais à cette étape du projet, je pense que c'est compliqué de demander des compensations financières supplémentaires.

EDO : Les montants ont été négociés et sont précisés dans la Convention de 2015.

JFA : J'aimerais dire deux choses, si on faisait aujourd'hui le même sondage, on aurait peut-être d'autres résultats. Et puis, quand on parle aujourd'hui des 36% de réponse, j'en fais une autre analyse. Tous ceux qui étaient contre ont pu répondre. Il y a quand même plus de 60% de la population qui n'ont pas répondu, dont on ne sait donc pas s'ils ne sont pas contre le projet, s'ils ne le connaissent pas ou si celui-ci ne les intéresse pas.

EDO : On ne peut pas interpréter le fait qu'ils n'ont pas répondu en disant qu'ils sont d'un côté ou de l'autre. J'ai entendu des fervents opposants dire qu'ils n'allaient pas répondre à ce sondage car il ne valait rien et que la commune allait trafiquer les résultats.

JFA : Je fais un retour sur une entreprise qui fait un sondage, à un moment donné on peut tout interpréter. Mais vous avez laissé le choix aux gens de s'exprimer et ceux qui étaient contre avaient le choix de le faire. Si aujourd'hui, on parle de communication, ce qui m'intéresse c'est ce qu'a présenté M. Zingg sur les découvertes faites dans le puits de forage et de communiquer ces informations. Ne peut-on pas déjà donner aujourd'hui ces informations et dire que tout va bien ? Ça rassure au-delà de la population de Haute-Sorne.

MLA : Il faudrait un jour avoir un retour sur les publiereportages de Geo-Energie faits dans le Quotidien Jurassien et savoir combien de personnes ont vraiment lu les infos. Parce que même si vous donnez

l'information, elle n'est pas lue. C'est le but de la séance publique, de revenir sur les étapes passées et présenter celles à venir.

PBR : Je ne vais pas faire un long débat sur les retombées mais c'est vrai que c'était une préoccupation dès le démarrage du projet de voir comment le canton, la commune et la population pouvaient tirer quelque chose du projet. C'est dans ce sens-là qu'il y eu une volonté d'avoir une redevance. La question de la redevance n'est pas fixée dans les bases légales et la pratique à cette époque-là était plutôt de dire que pour la géothermie qui est une technologie renouvelable qu'il faut développer, on ne devrait pas prévoir de redevance. Les autres cantons avaient cette politique-là. Mais ici on a souhaité une redevance partagée entre le canton et la commune. La question de la valorisation de la chaleur est encore sur la table puisqu'on ne sait pas encore s'il va y en avoir et il faut de la chaleur pour pouvoir l'exploiter. On a exigé que la société porteuse du projet soit domiciliée à Haute-Sorne et c'est ce qui a été fait depuis le départ. Geo-Energie Jura existe et ce n'est pas forcément le cas dans d'autres projets. Les résultats du sondage montrent que ce sont des éléments insuffisamment connus et ce sont des points d'attention sur lesquels travailler. L'autre point, c'est le graphique et les textes du sondage qui relèvent des questionnements autour de la question démocratique, puisqu'on dit qu'« il existe un besoin d'expliquer pourquoi aucune consultation de la population n'a été effectuée » (page 5 du rapport). C'est un élément qu'on doit expliquer. De mon point de vue, le projet est exemplaire en termes de fonctionnement de l'État de droit. On doit expliquer aussi quelle est la genèse de ce projet et expliquer pourquoi il n'y a pas eu de votation populaire. On peut être défaitiste ou pessimiste en lisant les résultats de ce sondage, notamment par le fait que les gens paraissent être extrêmement bien informés et ont une position bien arrêtée sur ce projet, néanmoins on lit de l'espoir dans les conclusions de GFS qui dit que dans ce contexte où les gens ont une opinion bien arrêtée qu'« une campagne d'information à grande échelle sur les avantages et la prise de décision concernant le site pourrait contribuer à atténuer quelque peu les critiques à l'égard du projet », mais que pour ça il faut qu'il « y ait des preuves claires et convaincantes de la sécurité et des avantages du projet » (page 41 du rapport). C'est pour ça que ce sondage doit aiguiller nos travaux au sein de la CSI. En termes de représentativité, je me pose aussi des questions et je peux aussi regretter qu'il n'y ait pas plus de personnes qui aient répondu à ce sondage, mais les résultats sont ce qu'ils sont. On doit en prendre acte et utiliser les conclusions du rapport pour aller de l'avant.

EDO : Effectivement, on est dans une phase propice à communiquer puisque les premiers résultats sont bons. Les inquiétudes sont là, donc communiquons sur où on en est actuellement. C'est le bon moment, on doit capitaliser sur l'état actuel.

CBA : Beaucoup de craintes par rapport aux risques sont présentes et elles seront atténuées qu'à la fin du projet lorsque on pourra dire que tout s'est bien passé. Vous avez toujours eu l'honnêteté de communiquer sur l'inconnu et les risques. La CSI doit continuer d'informer tel qu'elle le fait maintenant et on ne peut pas éviter que des gens aient des craintes et qu'ils les aient jusqu'au bout.

PMA : Je me permets de faire une synthèse. Il y a un paradoxe entre les gens qui disent qu'il y a un déficit d'informations et en même temps que tous se sentent déjà suffisamment informés. On doit travailler sur la question démocratique. La CSI peut être un vecteur pour discuter de cette question et informer. On doit travailler sur les risques dans le but de rassurer et sur les plus-values du projet. Oui, il y a eu des conventions mais l'information à ce sujet mériterait d'être approfondie. Dernier point qui me préoccupe dans le sondage c'est cette idée que les fronts sont cristallisés et figés. On en discutera lors du programme de l'année prochaine dans le but d'essayer de casser ces fronts qui sont figés, de stimuler les failles et travailler sur une autre manière de communiquer.

PMA remercie et salue EDO qui doit quitter la séance.

6. Préparation de la séance publique

En amont de la discussion sur la séance publique, un bref rappel est fait quant au programme de la séance du 28 octobre 2024. – *slide 33*

PMA aborde le sujet de la séance publique en posant tout d'abord la question du lieu et de l'horaire de celle-ci. Il est proposé aux membres de faire la séance à Cinemont à Delémont, en sachant que Cinemont offre les conditions suivantes :

- salle à disposition de 18h00 à 22h00
- pour un prix forfaitaire de CHF 1300.-, tout compris
- et incluant une distribution d'eau à l'entrée

En comparaison, il est rappelé qu'en 2023, la séance publique qui s'était déroulée à Courfaivre avait coûté CHF 5260.- à la CSI.

PMA ouvre la discussion

Discussion :

MLA : Il me semblerait normal qu'un problème qui concerne la Haute-Sorne soit discuté dans une salle de la commune.

PMA : Je comprends tout à fait cet argument. Néanmoins, c'est un projet qui concerne aussi le Canton. Et la disproportion en termes de coûts, pas seulement financiers mais aussi en termes de préparation de la séance. Lors de la première séance publique, le bureau avait dû investir beaucoup de temps pour la préparation et le coût de la réalisation technique, audio, était exorbitant par rapport à ce qui existe déjà à Cinemont. C'est pour ça que nous les avons contactés, pour comparer.

VSE : Je pense aussi qu'on doit rester à Haute-Sorne. Je pense que le signal n'est pas bon d'aller faire ça à Delémont. Je suis conscient que le coût est plus important mais on doit sensibiliser les gens de Haute-Sorne et je suis d'avis de rester là.

NLU : La séance de CRJ était à Delémont et il y avait du monde.

AGI : Je me rallie à mes deux collègues. Ce n'est pas la résonnance souhaitée. Il n'y a pas de plus-value, hormis les aspects techniques et financiers d'aller à Cinemont. Le projet est à Haute-Sorne. Le but est de capter des gens de Haute-Sorne et de leur parler d'un projet en Haute-Sorne. Ce serait un argument pour les détracteurs de dire que c'est le canton qui s'exprime et qu'il s'en fout des gens de Haute-Sorne.

PMA : CRJ a fait sa séance d'information à Cinemont, ce ne serait donc pas un argument de l'opposition. Y a-t-il une autre salle dans la Commune disponible et équipée ?

AGI : Glovelier.

GST : Est-ce que l'entreprise qui s'est chargée de l'équipement l'année passée, ne pourrait pas revoir ses tarifs à la baisse, maintenant que le format de la séance est connu ?

VSE : La commune demande une location ? On peut négocier le prix d'une salle dans une commune de Haute-Sorne.

MLA : Avec les moyens somptueux de Geo-Energie, je pense qu'il ne devrait pas y avoir trop de problèmes.

NLU : La séance de CRJ à Delémont était pleine de monde et j'ai de la peine à comprendre pourquoi il faut absolument la faire à Haute-Sorne.

CWE : Je ne suis pas de Haute-Sorne et cela m'est donc égal. Mais je comprends l'idée de faire à Haute-Sorne, bien qu'il y ait une sacrée différence de prix entre les deux lieux. Mais pourquoi ne pas essayer de négocier avec les installateurs techniques ? On cherche à garder en tout temps la proximité avec la population. Même au sein de Haute-Sorne, les gens vont de toute façon devoir se déplacer d'un village à l'autre, donc ils peuvent se déplacer jusqu'à Delémont.

NLU : Là, on parle de plus de 3 séances publiques pour le prix d'une.

PMA : Ce n'est pas une question de déplacement alors mais c'est une question de sensibilité régionale. Je vous propose de reprendre contact avec la commune et les entreprises. Et on reviendra le 28 octobre sur la question du lieu, en considérant l'avis de faire la séance en Haute-Sorne. Si nous ne trouvons pas de solution adéquate, nous choisirons d'aller à Cinemont.

PMA passe au contenu de la séance publique – *slide 34*

Discussion :

MLA : En page 5 du rapport de GFS, ils reviennent en bref sur le projet de géothermie de Glovelier et il est noté « de plus, il existe un besoin d'expliquer pourquoi aucune consultation de la population n'a été effectuée ». Il est essentiel d'en parler selon moi à la séance publique. Je pense qu'il faut soit avoir un constitutionnaliste ou une personne du canton pour expliquer pourquoi la population n'a pas été consultée.

PMA : On a en effet parlé de cette question démocratique et c'est évidemment un sujet que la CSI doit aborder. On a prévu de réaliser et de distribuer à cette occasion trois fiches (*slide 35*), dont une qui explique le processus de décision. Mais j'entends votre question qui est : faut-il mettre ça dans la séance publique ?

SRI : Cela fait déjà partie du programme, dans le dernier point « étapes et processus décisionnels à venir ». Cela fait partie des étapes.

MLA : Ce que dit le sondage c'est que les gens ont besoin de réponses car la population veut savoir pourquoi le peuple n'a pas été concerté. En lisant ce point à l'ordre du jour, je comprends les étapes à venir, et non pas celles qui sont passées.

NLU : Il faut aborder ce point. Le faire par une fiche est, selon moi, pas proportionnel à l'attente. Ce que la CSI fait de mieux, c'est ouvrir le dialogue. La deuxième chose qui me manque, c'est qu'on a aujourd'hui une fenêtre d'ouverture pour parler positivement du projet. Je ne pense pas que ce soit la meilleure solution que ce soit Geo-Energie Suisse qui le fasse dans la première partie mais ce qui manque dans la deuxième partie, c'est quelles sont les retombées aujourd'hui de cette première phase ? Est-ce qu'on arrive à calmer, à expliquer ce qui est du point de vue géologie ? Pas d'un point de vue Geo-Energie Suisse mais d'un point de vue cantonal ou fédéral et d'expliquer ce qu'on fait des données et d'avoir une autre perspective qui ne vient pas de Geo-Energie Suisse.

PMA : On peut travailler ce concept en y introduisant la question de la démocratie.

MLA : Sous quelle forme parler de la question démocratique ? Un constitutionnaliste doit venir ? C'est vrai que moi je considère le projet aussi comme un déni démocratique. En Suisse, on nous pose la question sur tout, même sur les cornes des vaches mais pas sur le projet de géothermie.

PMA : On peut introduire ce sujet, sans qu'il soit inclus dans une autre étape. On peut se dire qu'un constitutionnaliste vient et explique, sur la base de la fiche qui explique pourquoi il n'y a pas eu de vote, que l'ordre juridique suisse ne prévoit pas de vote dans ce cas-là. Il le prévoit pour les cornes des vaches car une initiative populaire l'a demandé. Ici, une initiative populaire a demandé un vote, elle a été invalidée par la Cour constitutionnelle jurassienne et les auteurs n'ont pas recouru au Tribunal fédéral. Est-ce qu'on veut introduire ce sujet à la séance publique ? En sachant que ce sont toujours des thématiques tendues. Il faut alors inviter une personne du service juridique du canton et/ou un ou une constitutionnaliste externe.

MLA : Oui, mais quelqu'un qui sait vulgariser. J'aimerais parler d'un deuxième point, en vue de la deuxième phase du projet, il me semble qu'on aura des questions sur l'eau utilisée lors de la deuxième phase du projet. Ce serait important de s'y préparer.

VSE : L'année passée, à la séance publique, des questions avaient été posées à M. Zingg et il n'y avait pas eu de réponses car ce n'était pas possible à l'époque. Alors est-ce qu'on prévoit de revenir sur ces

questions-là ? Est-ce qu'on arrive à répondre à des questions qui ont été posées et auxquelles nous n'avions pas encore de réponses ? Est-ce qu'on pourrait y répondre lors de cette séance, si on les retrouve ?

OZI : On a un peu plus d'informations à donner que l'année passée, mais la question de l'eau ne sera pas encore tranchée le 21 novembre. D'autant plus qu'on n'aura pas encore effectué les tests de stimulation.

VSE : L'année passée, on n'avait pas les valeurs de débit du Tabeillon. Ce sont des valeurs qu'on peut donner aujourd'hui et dire que cette année on aurait pu prélever de l'eau à certains moments. Peut-être que M. Zingg vous pourrez parler de ça en parlant de la stimulation ?

PMA : A la différence de la question démocratique, c'est un sujet qu'on peut intégrer dans la présentation. Après, il y aura des questions probablement.

DJE : OZI nous a présenté les résultats de ce premier forage qui sont encore meilleurs que les prévisions et toutes les connaissances qui en découlent. Est-ce que ces résultats ne mériteraient pas une fiche ?

PMA : On en prend note. On essaie d'intégrer la question du processus de décision au programme, en une quinzaine de minutes. On vous proposera un programme détaillé le 28 octobre. Est-ce que vous pensez qu'il faut qu'on ait une personne de neutre qui vienne animer la discussion ou modérer la séance ? La Commission est neutre, mais a la connotation de ne pas l'être.

AGI : Je suis favorable à la proposition.

DJE : Il faut trouver quelqu'un qui connaît le sujet.

PMA : On reviendra vers vous le 28 octobre avec une proposition. De même, si on parle de faire venir un constitutionnaliste, ce ne sera pas moi.

PRI : Une personne neutre aura aussi plus d'autorité pour gérer le temps.

7. La CSI en 2025 : thématiques et dates

PMA propose cinq à six séances pour l'année 2025.

Décision :

Les dates retenues pour l'année 2025 sont :

Jeudi 23 janvier 2025
Mardi 6 mai 2025
Jeudi 12 juin 2025
Jeudi 2 octobre 2025
Jeudi 30 octobre 2025
Jeudi 27 novembre 2025

Les thématiques identifiées l'année passée, qui n'ont pas encore été abordées cette année (*slide 38*) sont maintenues au programme de l'année 2025. La thématique des plus-values du projet, discutée plus tôt, sera ajoutée. SRI propose d'ajouter : les résultats des tests de stimulation et l'avancée des évaluations du projet par les autorités cantonales. PMA invite les membres à transmettre au bureau des idées de thèmes à aborder en séance et propose de mettre cette liste à jour en fonction de la discussion.

PMA propose également de développer un nouveau concept pour atteindre la population, celui de créer des ateliers de discussion ou forums citoyens. Ces ateliers visent à aborder une thématique concrète et

d'échanger avec la population pour essayer de dépolariser les opinions. Un échantillon représentatif de la population serait invité à participer, de même que quelques membres de la CSI, et quelques experts seraient invités pour répondre à des questions avant d'échanger. La Commune et le Canton pourraient organiser, conjointement, avec la CSI, ce type d'ateliers. Cette formule permettrait aux gens de participer activement. C'est une autre manière de faire de la démocratie. – *slide 39*

PMA ouvre la discussion.

Discussion :

MLA : Dans le rapport, il est écrit que « seule une minorité indique qu'il y a un besoin d'informations supplémentaires » (page 5 du rapport).

PMA : C'est là où je veux en venir. Tout le monde dit qu'il est suffisamment informé et en même temps on dit qu'il y a un déficit d'informations. Je précise aussi que le Maire est plutôt favorable à cette idée de forums citoyens.

NLU : C'est une bonne chose car les informations circulent bien au sein de la CSI mais ont de la peine à en sortir, à part lors de la séance publique. Comment sont sélectionnés les gens dans les ateliers existants dans les autres cantons ?

PMA : Ils sont tirés au sort, mais c'est un concept à définir. Si on le fait, il faut qu'on affine le concept. Il faut qu'on prévoie un budget à ce propos en 2025. Pensez-vous qu'il faut qu'on aille dans ce sens en développant le concept ou non ?

MLA : Je n'arrive pas à me le représenter.

PMA : C'est ce qu'on appelle des nouvelles formes de démocratie participative. L'idée c'est de dire qu'il y a des sujets sur lesquels on vote en étant informés. Pour dépolariser les fronts, on peut essayer de faire de la démocratie autrement.

CWE : Je suis très enthousiaste et très sceptique de savoir qui va venir. Qui va accepter de venir ?

VSE : Difficile à dire. Ça dépend de comment c'est amené.

PRI : Un forum citoyen doit perdurer dans le temps. Ça existe à Porrentruy sur des objets divers, politiques, environnementaux, climatiques. Ils brassent beaucoup de monde par mail pour toucher le plus de monde et ils trouvent 20-30 personnes. Il faut trouver des interlocuteurs responsables par rapport au sujet. C'est aux gens de Haute-Sorne de juger si c'est nécessaire ou pas. J'ai assisté à un de ceux-là et je n'ai pas aimé du tout. D'autant plus qu'on fait une séance d'information publique. L'avantage, dans la séance d'information, c'est la présence des médias. Dans un forum citoyen vous ne les avez pas et ils influencent beaucoup les opinions.

NLU : En plus des séances publiques, ici on a vraiment l'idée d'échange et de participation.

CWE : Il faut creuser cette piste.

PMA : On poursuit alors nos réflexions.

8. Divers

Aucun.

9. Conclusion

PMA remercie les membres de la CSI de leur participation. Il leur donne rendez-vous le 28 octobre 2024, à 16h45, pour la prochaine séance.

La séance est levée à 19h40.

C. Guittard, le 18 septembre 2024

Annexes au PV :

- Procès-verbal définitif de la séance 18 juin 2024 (approuvé en séance du 12 septembre 2024) – téléchargeable sur le site Internet de la CSI (<https://www.csi-hautesorne.ch/fr/Contenus/Seances-de-la-CSI/Seances-de-la-CSI.html>)
- Présentation PowerPoint de la séance du 12 septembre 2024 – téléchargeable sur le site Internet de la CSI (<https://www.csi-hautesorne.ch/fr/Contenus/Seances-de-la-CSI/Seances-de-la-CSI.html>)
- Résultats du sondage de la Commune de Haute-Sorne – téléchargeable sur le site Internet de la Commune de Haute-Sorne (<https://www.haute-sorne.ch/fr/Vivre/Actualites-1/Resultat-du-sondage-communal.html>)